

L'emploi des jeunes, première priorité de l'Office de Coopération économique de la Méditerranée et de l'Orient (OCEMO)

Avec l'OCEMO – Office de Coopération économique de la Méditerranée et de l'Orient – qui a réuni son Conseil d'Administration, vendredi 1^{er} avril en son siège de la Villa Valmer de Marseille, la grande région méditerranéenne disposera d'un organisme dont la force de frappe en termes de « matière grise économique » est considérable : quelque 167 instituts dans 27 pays, issus de la mise en synergie des réseaux du Femise (87 instituts) et de Anima Investment Network (80) auxquels s'ajoutent les réseaux des grandes écoles et ceux des entreprises et d'appui aux PME. L'objectif : devenir le « centre de réflexion, de propositions et de préparation de projets » de référence dans la région euro-méditerranéenne et au Moyen-Orient. La priorité d'action immédiate : favoriser l'emploi des jeunes...

Photo ci-dessus : Philippe de Fontaine Vive (à g.), VP de la BEI, « patron » de la FEMIP et co-Président nord de l'OCEMO ; le P^r Jean-Louis Reiffers, Président des Conseils scientifiques de l'Institut de la Méditerranée et du FEMISE, vice-Président de l'OCEMO, durant la réunion de vendredi 1^{er} avril, à la Ville Valmer de Marseille.

De gauche à droite, sur la photo : Emmanuel Noutary, Délégué général de Anima Investment Network, représentant sa Présidente M^{me} Wafaa Sobhy,

Intervenant le premier en sa qualité de co-Président nord de l'OCEMO (Kemal Dervis, l'ancien ministre turc de l'Économie et administrateur du PNUD étant le co-président sud), Philippe de Fontaine Vive, VP de la BEI et « patron » de la FEMIP, a affiché clairement sa joie – « je suis très heureux de l'enthousiasme généré par la création de l'OCEMO » – et a rappelé un paramètre fondamental : face à la faiblesse de la croissance européenne, l'intensification de la coopération économique avec les pays sud-méditerranéens représente un formidable gisement de croissance pour les deux rives. « Jusqu'ici, a commenté Philippe de Fontaine Vive, ceux qui plaidaient en ce sens étaient certes un peu isolés... ». Mais, face aux revendications de « dignité » qui se sont fait jour au sud – certains parlent même de prémices d'une Renaissance arabe – « on peut espérer que cela change positivement le regard porté sur l'ensemble de la Méditerranée. À nous de démontrer notre capacité à apporter de la valeur ajoutée », a estimé le co-Président de l'OCEMO, avant d'annoncer que la première grande manifestation publique de l'Office sera consacrée à la jeunesse, le 8 juillet prochain, et se déroulera dans un lieu marseillais symbolique, l'École de la deuxième chance.

« Un point de départ... »

Philippe de Fontaine Vive s'est également félicité des soutiens ou manifestations d'intérêt venus de plusieurs organismes : la CDC (Caisse des Dépôts, France) a confirmé son soutien financier à l'OCEMO ; la ville de Marseille, pour sa part, met à disposition les locaux de la Villa Valmer, où pourront être accueillis des groupes de travail ; la région Provence-Alpes Côte d'Azur a fait aussi connaître son intérêt pour apporter son concours, ainsi que les Cercles des Économistes français et arabe... « Ce n'est aujourd'hui qu'un point de départ, a relevé Philippe de Fontaine Vive, précisant que l'OCEMO restait ouvert à d'autres adhésions – « Etre capable d'attirer d'autres organismes et entreprises, c'est l'une des clés du succès de l'OCEMO », a-t-il conclu.

Pour le Professeur Jean-Louis Reiffers – Président des Conseils scientifiques de l'Institut de la Méditerranée (Marseille) et du FEMISE – l'un des quatre vice-Présidents* de l'OCEMO et le principal initiateur du projet, la création de l'OCEMO, après celle du CMI (Centre de Marseille pour l'Intégration

Représentant le monde des entrepreneurs, le vice-président Henry Roux-Alezais, ancien Président de la CCI Marseille-Provence et l'un des acteurs qui permirent de créer l'Institut de la Méditerranée, assura l'assemblée de l'intérêt que le monde entrepreneurial porte à l'OCEMO. « Depuis février, déclara-t-il, un groupe d'entreprises s'est constitué, qui animera des projets avec des personnes-ressources dédiées ». Pragmatique, il insista sur la nécessité de pouvoir qualifier les dons éventuels des entreprises en avantage fiscal, et se félicita de la prise en considération des entrepreneurs privés par l'OCEMO, fait suffisamment rare dans les organismes académiques pour être souligné. Pour Henry Roux-Alezais aussi, la priorité absolue immédiate se résume en une phrase : « Il faut très vite créer des emplois ! »

Cette conscience de l'urgence d'agir faisant consensus au sein du bureau de l'OCEMO, le co-Président Philippe de Fontaine Vive et les quatre vice-Présidents ont conclu cette réunion en déclarant leur ferme intention de se faire entendre dès les prochaines rencontres intermédiaires préparatoires des prochains Sommets du G8 (fin mai à Deauville) et du G20, les 3 et 4 novembre à Cannes. De l'avis général, la présence prochaine parmi eux du co-Président sud Kemal Derviş, à la compétence reconnue dans le monde entier, devrait aussi constituer un atout de poids pour renforcer la visibilité de l'OCEMO, et « pour qu'enfin le regard du monde sur la Méditerranée change, en positif », ainsi que le déclarait en début de réunion le co-Président nord, Philippe de Fontaine Vive.

<http://www.lejmed.fr/L-emploi-des-jeunes-premiere.html>

en Méditerranée) en octobre 2009, est sans conteste l'aboutissement d'un engagement de près de vingt ans, afin de doter la capitale phocéenne d'un pôle d'expertise économique euroméditerranéenne, et dont la première concrétisation fut la création, à Marseille en 1994, de l'Institut de la Méditerranée. « Il faut avoir conscience que désormais, avec le réseau des réseaux économiques qu'est l'OCEMO, nous rassemblons quelque 60 ou 70 % de l'expertise économique mondiale ! » a relevé Jean-Louis Reiffers, qui a aussi considéré que l'originalité de l'OCEMO est d'être un organisme non-intergouvernemental, ce qui ne l'a pas empêché d'obtenir un soutien immédiat d'organismes importants : la BEI-FEMIP, la mission interministérielle de l'UPM, la Caisse des Dépôts, la CCI Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Région PACA, etc., tandis que de nombreux organismes universitaires ou autres ont d'ores et déjà fait acte de candidature pour rejoindre l'OCEMO, dont les statuts furent actés en novembre 2010, lors de la IV^e Semaine économique de la Méditerranée.

Priorité à la jeunesse et aux régions

« Le programme de travail de l'OCEMO sera moderne, totalement centré sur la jeunesse et les régions, a ajouté le P^r Reiffers. Notre première grande conférence de juillet sera dédiée à la jeunesse, qui sera aussi invitée à l'automne : il y aura de jeunes twitteurs à la Semaine économique de la Méditerranée, en octobre prochain ! Une autre de nos priorités : proposer très vite des recommandations sur ce qu'il faut faire, tout de suite, en réponse d'ailleurs à la demande de nos partenaires du Sud (...) Pour ses travaux, l'OCEMO s'attachera à utiliser au maximum la synergie de ses réseaux, pour développer des programmes spécifiques (...) Avec l'OCEMO, c'est l'espace euroméditerranéen qui se structure autour de trois villes capitales : Barcelone pour l'institutionnel, avec le siège de l'UPM ; Milan pour les PME, avec le siège de l'Agence dédiée ; Marseille pour l'expertise économique ».

Intervenant à son tour, Emmanuel Noutary, Délégué général de Anima Investment Network et représentant sa Présidente M^{me} Wafaa Sobhy, vice-Présidente de l'OCEMO, affirmait l'attachement d'Anima, également initiateur du projet, à « la transversalité des compétences des réseaux, qui confère une grande légitimité à nos diagnostics et propositions (...) Grâce à l'OCEMO, nous allons aussi pouvoir nous ouvrir à d'autres régions du monde » avec toujours présent à l'esprit l'objectif du développement économique et social de la Méditerranée, et une conviction : « Nous pensons, à Anima, que la masse des emplois viendra des entreprises à forte croissance, mais aussi des diasporas, et de la capacité à entreprendre de la jeunesse ».

De la dimension éthique du management

Dans la salle, de nombreuses personnalités impliquées dans l'action en EuroMéditerranée. © LeJMED.fr - avril 2011

Le vice-Président Bernard Belletante, Directeur Général de l'École Euromed Management (Marseille) rebondit à son tour sur la question de l'insertion des jeunes par l'emploi – problématique commune aux deux rives de la Méditerranée, releva-t-il – et avança l'idée de la création, sous l'égide de l'OCEMO, d'une cinquantaine de junior entreprises où l'on pourrait « apprendre par l'action ». De même, il suggéra la mise en place d'un Observatoire de la jeunesse méditerranéenne et de ses attentes, et le lancement de travaux recherche à double volet : d'une part adapter à cette problématique de l'emploi et de l'insertion des jeunes les méthodes qui ont pu être développées par la micro-finance ; d'autre part intégrer le volet éthique – comme garde-fou face aux tentations de la corruption – dans la formation des futurs cadres économiques. « Nous devons nous interroger sur le sens de la responsabilité sociale de nos formations académiques, expliqua-t-il. Nous devons être capables de former des apprenants responsables, dont l'éthique pourra faire échec à la corruption qui, on le sait bien, constitue un frein à la transparence, à la bonne gouvernance, et finalement, à l'investissement ».

L'urgence d'agir et de se faire entendre aux G8 et G20 !